



066 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° **066** /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2022 DU **19 JUIN 2022**
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES ACROW, FINANCEMENT : BIP DU
MINTP, EXERCICES 2022, IMPUTATION : 36 125 03 33 00 093 523411

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction des ponts métalliques ACROW.

2. Allotissement

Les travaux sont constitués en neuf (09) lots présentés comme suit :

Lot	N°OA	Délai	Itinéraire	Rivière	Délai (mois)	Montant prévisionnel (en FCFA)
Lot 1	3	Adamaoua	Foumbam-Tibati -N'déré (RN6)	Mayo Taram	10	847 425 420
Lot 2	10	Est	Dem - Kette - Mama I	Mama	8	323 817 096
Lot 3	17	Est	Yokadouma - Mboy II - Frontière RCA	Bangue	10	598 413 919
Lot 4	25	Sud	Meyo centre - Ma'an	Mvila	12	1 066 348 468
Lot 5	26	Sud	Ambam - Minkan - Ma'an	Mboro	12	1 608 882 548
Lot 6	27	Sud	Ambam - Abang Minko'o - Mbamessobam - Meyo	Nlobo	18	1 639 692 968
Lot 7	29	Sud	Nkolandom (Inter N2) - Makomo	Didim	10	627 242 057
Lot 8	23	Sud	Elogbatindi - Memel 2	Bella	10	779 324 500
	34	Centre	Mission catholique Nguinda - Walla	Tedé		
Lot 9	54	Ouest	Kekem (Carrefour usine Tchouaffe) - Site de l'ouvrage	Ngoum	8	655 994 881
TOTAL						8 147 141 861

3. Consistance des travaux

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat porteront sur les tâches suivantes :

- Installation de chantier ;
- Laboratoire de chantier ;
- Terrassements ;
- Chaussée et accotement ;

- Assainissement ;
- Piles et culées ;
- Tablier métallique ;
- Accès en bicouche ;
- Signalisation.

Ces travaux sont amplement définis dans le CCTP.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «**En ligne ou hors ligne (on/offline)** ». Autrement dit, les deux types de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner simultanément en ligne et hors ligne pour cet même Appel d'Offres.

6. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2022 et suivants, Imputation : 36 125 03 33 00 093 523411. Le coût prévisionnel des travaux est de **huit milliards cent quarante-sept millions cent quarante un mille huit cent soixante un (8 147 141 861) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

7. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des marchés est de dix (10) mois pour les lots 1, 3, 7 et 8, huit (08) mois pour les lots 2 et 9, douze (12) mois pour les lots 4 et 5 et dix-huit (18) mois pour le lot 6. Ces délais courts à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics et d'un montant tel qu'indiqué dans le tableau

Lots	Montant de la caution (en FCFA)
Lot 1	Treize millions (13 000 000)
Lot 2	Cinq millions (5 000 000)
Lot 3	Neuf millions (9 000 000)
Lot 4	Seize millions (16 000 000)
Lot 5	Vingt-cinq millions (25 000 000)
Lot 6	Vingt-cinq millions (25 000 000)
Lot 7	Dix millions (10 000 000)
Lot 8	Douze millions (12 000 000)
Lot 9	Dix millions (10 000 000)

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le

cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **quatre cent mille (400 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

11.1. Pour la soumission hors ligne

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermées et scellées dont :

- l'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en concerné.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

11.2. Pour la soumission en ligne :

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Remise des offres

12.1. Pour la soumission hors ligne :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra être déposée contre récépissé, sous plis fermés, à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, au plus tard le 20 JUIL 2022 à 11 heures. Elle devra porter la mention :

N° 066

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2022 DU 13 JUIN 2022

**EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES
PONTS METALLIQUES ACROW**

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2022 ET
SUIVANTS, IMPUTATION : 36 125 03 33 00 093 523411.**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les offres parvenues après la date et heure limites de dépôt ne seront pas reçues.

12.2. Pour la soumission en ligne :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 20 JUIL 2022 à 10 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 20 JUIL 2022 à 10 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 066

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2022 DU 13 JUIN 2022

**EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES
PONTS METALLIQUES ACROW, FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU
MINTP, EXERCICES 2022 ET SUIVANTS, IMPUTATION : 36 125 03 33 00 093 523411.**

(Copie de sauvegarde) ».

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation du dossier administratif, des offres technique et financière seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée par le Ministre en charge des Finances à émettre les cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des enveloppes A, B, C contenant les pièces administratives, les offres technique et financière aura lieu le 20 JUIL 2022 à 11 heures précises dans la salle de réunion

de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

La Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence ou non-conformité de l'original du cautionnement provisoire (caution de soumission) à l'ouverture des plis ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après un délai de 48 heures accordé par la Commission Interne de Passation des Marchés.

b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif (indiquant les éléments prouvant l'existence de l'ouvrage), signé à la dernière page par le soumissionnaire ;
- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établies par le MINMAP ;

- Etat financier du soumissionnaire des trois (03) dernières années (2019-2021)

Le soumissionnaire doit fournir les copies des états financiers certifiés par expert-comptable de son entreprise au cours des trois (03) dernières années (2019-2021). Ces états financiers doivent justifier que le soumissionnaire a un chiffre d'affaires cumulé moyen sur les trois (03) dernières années (2019-2021), d'au moins Quatre cent millions (400 000 000) de FCFA pour le lot 1, Cent cinquante millions (150 000 000) de FCFA pour le lot 2, Trois cent millions (300 000 000) de FCFA pour le lot 3, cinq cent millions (500 000 000) de FCFA pour le lot 4, Huit cent millions (800 000 000) pour le lot 5, Huit cent millions (800 000 000) F CFA pour le lot 6, Trois cent millions (300 000 000) de F CFA pour le lot 7, Trois cent cinquante millions (350 000 000) de F CFA pour le lot 8 et Trois cent millions (300 000 000) de F CFA pour le lot 9 ;

- Référence du cocontractant prouvant que l'entreprise a réalisé un marché de travaux d'ouvrage d'art ou routier, d'un montant supérieur ou égal à Quatre cent millions (400 000 000) de FCFA pour le lot 1, Cent cinquante millions (150 000 000) de FCFA pour le lot 2, Trois cent millions (300 000 000) de FCFA pour le lot 3, cinq cent millions (500 000 000) de F CFA pour le lot 4, Huit cent millions (800 000 000) pour le lot 5, Huit cent millions (800 000 000) F CFA pour le lot 6, Trois cent millions (300 000 000) de F CFA pour le lot 7, Trois cent cinquante millions (350 000 000) de F CFA pour le lot 8 et Trois cent millions (300 000 000) de F CFA pour le lot 9 ;

- Organisation et méthodologie

Les offres seront évaluées techniquement en prenant en considération la compréhension par le Cocontractant des opérations projetées et l'organisation de chantier qu'elle proposera pour mener à bien l'exécution des travaux envisagés. Ainsi seront fournis les informations et renseignements ci-après :

- Le planning des travaux ;
- Les approvisionnements ou matériaux de chantier ;
- Les travaux qu'il envisage de sous-traiter ;
- Les dispositions envisagées pour l'utilisation de la main d'œuvre locale (technique HIMO) ;
- Les dispositions relatives au respect des mesures environnementales ;

- Les dispositions envisagées en cas d'attribution de deux lots (méthodologie, personnel et matériel supplémentaire à mobiliser) ;
- Liste des chantiers en cours avec leur taux d'exécution ;
- Une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, pour préfinancer les travaux, objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins :

Lots:	Montant de la capacité financière (en FCFA)
Lot 1	Deux cent soixante millions (260 000 000)
Lot 2	Quatre-vingt-dix-huit millions (98 000 000)
Lot 3	Cent quatre-vingt millions (180 000 000)
Lot 4	Trois cent vingt millions (320 000 000)
Lot 5	Quatre cent quatre-vingt-trois millions (483 000 000)
Lot 6	Quatre cent quatre-vingt-douze millions (492 000 000)
Lot 7	Cent quatre-vingt-dix millions (190 000 000)
Lot 8	Deux cent trente-cinq millions (235 000 000)
Lot 9	Cent quatre-vingt-dix-sept millions (197 000 000)

NB : L'attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, doit être conforme au modèle qui est joint au DAO.

- Un Conducteur des Travaux ne remplissant pas les critères de qualification et d'expériences demandées dans le RPAO ;
 - Non justification de la possession en propre de l'un des matériels minimums suivants :
 - Deux camions bennes ;
 - Une bétonnière ≥ 3000 litres ;
 - Une Pelle excavatrice ;
 - Une Moto Pompe ;
 - Un Pick up ;
 - Un Compacteur.
 - Non justification de la possession en propre ou en location d'une foreuse complète pour les lots comportant des pieux (Lot 1, 5, 7 et 8) ou un contrat de sous-traitance pour ces travaux dont le matériel sera justifié par le sous-traitant.
- c) **Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :**
- Une soumission timbrée, datée signée et cachetée;
 - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cachetée à la dernière page ;
 - Le devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
 - Les sous détail des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.
- d) **Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;**
- e) **Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE et les Sous – détails des prix unitaires ;**
- f) **Non-respect du format de fichier des offres (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;**

- g) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;
- h) N'avoir pas obtenu au moins un total de 20 critères sur l'ensemble des 28 critères essentiels.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 28 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 18 critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 09 critères ;
- c) Les références du soumissionnaire sur 01 critère ;

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques et administratives et financières requises. Un soumissionnaire ne peut être attributaire qu'au plus deux (02) lots.

Pour être attributaire de deux (02) lots, le soumissionnaire doit avoir fourni dans son offre, un personnel et un matériel en double.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours au sein du MINTP, a des performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifié dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

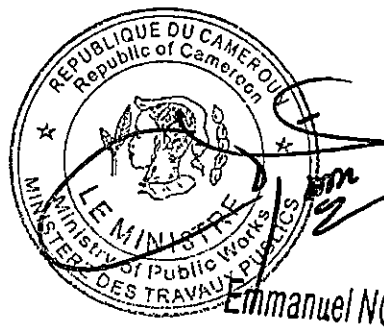
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé le 13 JUIN 2022


Emmanuel NGANOU D.



066 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
 No. **066** /AAON/MINTP/CIPM-TCRI/2022 OF 13/07/2022
 IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF CONSTRUCTION
 WORKS FOR ACROW METAL BRIDGES, FINANCING: MINTP PIB, 2022
 FINANCIAL YEAR, LINE: 36 125 03 33 00 093 523411

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the execution of the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tender in emergency procedure for the execution of construction works on ACROW metal bridges.

2. Allotment

The works shall be divided into nine (9) lots as follows:

Lot	No. of engineering structures	Time frame	Itinerary	River	Time frame (month)	Estimated cost (CFAF)
Lot 1	3	Adamawa	Foumban-Tibati -N'dere (RN6)	Mayo Taram	10	84,425,420
Lot 2	10	East	Dem - Kette - Mama I	Mama	8	323 817 096
Lot 3	17	East	Yokadouma-Mboy II-CAR Border	Bangue	10	598 413 919
Lot 4	25	South	Meyo centre-Ma'an	Mvila	12	1,066,348,468
Lot 5	26	South	Ambam-Minkan-Ma'an	Mboro	12	1,608,882,548
Lot 6	27	South	Ambam-Abang Minko'o-Mbamessobam-Meyo	Nlobo	18	1,639,692,968
Lot 7	29	South	Nkolandom (Inter N2)-Makomo	Didim	10	627,242,057
Lot 8	23	South	Elogbatindi-Memel 2	Bella	10	779,324,500
	34	Centre	Mission catholique Nguinda-Walla	Tede		
Lot 9	54	West	Kekem (Carrefour usine Tchouaffe)-Structure's site	Ngoum	8	655,994,881
TOTAL						8,147,141,861

3. Scope of works

The works to be carried out under the contract shall concern the following tasks:

- Site installation;
- Field Laboratory;
- Earthworks;
- Pavement and shoulders;

- Drainage;
- Piers and abutments;
- Metal deck;
- Access in bi-layer;
- Road signs.

These works are detailed in Special Technical Conditions (CCTP).

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to contractors or joint ventures of the Building and Public Works sector governed by Cameroon or foreign laws.

5. Bidding method:

Bidding shall be carried out as follows: **"On-line or off-line"** In other words, both methods are admitted. However, one shall not submit both on-line and off-line for this Call for Tenders.

6. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2022 et seq., Line: 36 125 03 33 00 093 523411. The estimated cost of the works is **eight billion one hundred and forty-seven million one hundred and forty-one thousand eight hundred and sixty-one (8,147,141,861) CFA Francs inclusive of all taxes.**

7. Execution time frame

The global execution time frame of the contracts is **ten (10) months for lots 1, 3, 7 and 8, eight (8) months for lots 2 and 9, twelve (12) months for lots 4 and 5 and eighteen (18) months for lot 6.** This time frame takes effect from the date of notification of the Notice to Proceed.

8. Provisional guarantee (bid bond)

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued, in keeping with the model indicated in the tender documents, and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts. The amount shall be as indicated in the table

Lots	Amount of the bond (in CFAF)
Lot 1	Thirteen million (13,000,000)
Lot 2	Five million (5,000,000)
Lot 3	Nine million (9,000,000)
Lot 4	Sixteen million (16,000,000)
Lot 5	Twenty-five million (25,000,000)
Lot 6	Twenty-five million (25,000,000)
Lot 7	Ten million (10,000,000)
Lot 8	Twelve million (12,000,000)
Lot 9	Ten million (10,000,000)

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision; In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the definitive guarantee shall have been constituted. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

The physical version of the Call for Tenders may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 and the soft copy on COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this Call for Tenders.

10. Acquisition of the Tender Documents

Tender Documents will be obtained at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-story building hosting the Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **four hundred thousand (400,000) CFA francs**, representing the cost of the file.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tender.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

11.1. For off-line tendering

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes enclosed in a sealed envelope:

- Envelope A containing Administrative documents (Volume 1);
- Envelope B containing the technical offer (Volume 2);
- Envelope C containing the Financial offer (Volume 3).

These three envelopes presented shall be enclosed in a single and sealed envelope bearing only the title of the concerned Call for Tenders.

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of same colour other than white.

11.2. For on-line tendering:

The maximum size of above mentioned documents (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 Mb Administrative Documents (Volume 1);
- 15 Mb for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 Mb for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

12. Submission of Tenders

12.1. For off-line tendering:

Drafted in English or French and in septuplicate (7) including one (01) original and six (6) copies, labelled as such, each tender shall be submitted, against a receipt, in a sealed envelope at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, no later than 20 JUN 2022 at 11 a.m. It shall bear the following:

066 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER **13 JUN 2022**
No. /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2022 DU ,

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF CONSTRUCTION WORKS FOR ACROW METAL BRIDGES, FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEAR 2022

ET SEQ, LINE: 36 125 03 33 00 093 523411.

To be opened only at the tender evaluation session."

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

12.2. For on-line tendering:

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 20 JUN 2022 at 10 a.m.

Besides, a back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 latest on 20 JUN 2022 at 10 a.m. It shall bear the following:

066 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER **13 JUN 2022**
No. /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2022 DU ,

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF CONSTRUCTION WORKS FOR ACROW METAL BRIDGES

**FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEAR 2022 ET SEQ, LINE:
36 125 03 33 00 093 523411.**

(Back-up copy de)3".

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline and those not respecting the separation mode of administrative documents from technical and financial offers shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Invitation to Tender and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for **thirty (30) days** with effect from the expiry of the tender-validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of tenders

The tenders shall be opened once. Envelopes A, B, C containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on 20 JUN 2022 at 11 a.m. in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works located at the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde.

Tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a joint-venture) with sound knowledge of their file.

The Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1. Eliminary criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-compliance of the original of the provisional guarantee (bid bond) at the opening session;
- Absence or non-conformity of a document in the administrative file after a period of 48 hours granted by the Internal Tenders Board.

b) Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:

- Dated and stamped attestation of site visit, signed by the tenderer;
- A documented and illustrative site visit report (indicating evidence of the existence of the work), signed on the last page by the tenderer;
- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- **Financial statement of the bidder for the last three (3) years (2019-2021)**
The bidder must provide copies of the company's certified financial statements for the last three (3) years (2019-2021). The financial statements must justify that the bidder has an average cumulative turnover over the last three (3) years (2019-2021) of at least **four hundred million (400,000,000) CFA francs for lot 1, One hundred and fifty million (150,000,000) CFA francs for lot 2, three hundred million (300,000,000) CFA francs for lot 3, five hundred million (500,000,000) CFA francs for lot 4, eight hundred million (800,000,000) CFA francs for lot 5, Eight hundred million (800,000,000) CFA francs for lot 6, Three hundred million (300,000,000) CFA francs for lot 7, three hundred and fifty million (350,000,000) CFA francs for lot 8 and Three hundred million (300,000,000) CFA francs for lot 9;**
- Reference proving that the contractor has already executed engineering structures or road works for an amount of at least **four hundred million (400,000,000) CFA francs for lot 1, one hundred and fifty million (150,000,000) CFA francs for lot 2, three hundred million (300,000,000) CFA francs for lot 3, five hundred million (500,000,000) CFA francs for lot 4, eight hundred million (800,000,000) CFA francs for lot 5, eight hundred million (800,000,000) CFA francs for lot 6, three hundred million (300,000,000) CFA francs for lot 7, three hundred and fifty million (350,000,000) CFA francs for lot 8 and three hundred million (300,000,000) CFA francs for lot 9;**
- **Organisation and methodology**
Tenders will be evaluated on technical grounds, taking into consideration the co-contractor's understanding of the planned operations and the organisation of the site that it will propose to carry out the planned work. The following information and data will be provided:
 - Works schedule;
 - Construction supplies or materials;
 - The works that the contractor intends to subcontract;
 - The provisions envisaged for the use of local labour (labour-intensive technique);
 - The provisions concerning the respect of environmental measures;
 - The provisions envisaged in the event of the award of two lots (methodology, personnel and additional equipment to be mobilised);
 - List of ongoing projects with their completion rate;
- **An attestation of financial capacity or of the availability to the bidder of a line of credit, issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance, to pre-finance the works, subject of the invitation to tender, to the amount of at least:**

Lots	Amount of the financial capacity in CFAF
Lot 1	Two hundred and sixty million (260,000,000)
Lot 2	Ninety-eight million (98,000,000)
Lot 3	One hundred and eighty million (180,000,000)
Lot 4	Three hundred and twenty million (320,000,000)
Lot 5	Four hundred and eighty-three million (483,000,000)
Lot 6	Four hundred and ninety-two million (492,000,000)
Lot 7	One hundred and ninety million (190,000,000)
Lot 8	Two hundred and thirty five million (235,000,000)
Lot 9	One hundred and ninety seven million (197,000,000)

NB: The attestations of financial capacity or of available credit line shall match the model attached to Tender Documents.

- Works foreman who does not meet the qualifications and experience requirements of the RPAO;
- Failure to proof ownership of the following minimum equipment:
 - Two dump trucks;
 - A concrete mixers ≥ 3000 litres;
 - A tractor excavator;
 - A motor-pump;
 - A pick up;
 - A compactor.
- Failure to proof ownership or rental of a complete drilling rig for lots involving piles (Lot 1, 5, 7 et 8) or a subcontract for this work with equipment to be justified by the subcontractor.
- c) **Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:**
 - A stamped dated and signed bid;
 - A price schedule compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page, and signed and stamped on the final page;
 - Signed, stamped and dated Bill of Quantities;
 - Quantified unit price sub-detail initialled on every page.
- d) **False declaration, forged or unauthentic documents;**
- e) **Absence of a quantified unit price in UPS, BoQ and the Unit price sub-detail;**
- f) **Non-compliance with the file format (for on-line tendering only);**
- g) **Absence of the backup copy in case of malfunctioning of the COLEPS platform (for on-line tendering only);**
- h) **Failure to have obtained at least a total of 20 out of the 28 essential criteria;**

15.2 Essential criteria:

The technical proposals shall be evaluated on **28 criteria** as per the following essential criteria:

- a) **Proposed supervisory staff on 18 criteria;**
- b) **Equipment to be mobilised on 09 criteria;**
- c) **Contractor's references on 01 criterion;**

NB: Any public service employee listed among the staff who did not submit all documents justifying his availability notified by the Public Service shall not be accepted.

16. Tender validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline.

17. Contract award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the required technical, administrative and financial capabilities. A bidder shall not be awarded more than two (2) lots at most.

To be awarded (2) two lots, the bidder must have presented his offer, a staff and additional equipment in double.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract with MINTP, whose performance is not satisfactory (formal notice whose assessment was unsatisfactory or ascertained shortcomings notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

18. Further Information

Further technical information can be obtained at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 2nd floor of the new 3-story building housing some Central Services of the Ministry of Public Works, located within the Regional Delegation of Public Works of the Centre or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

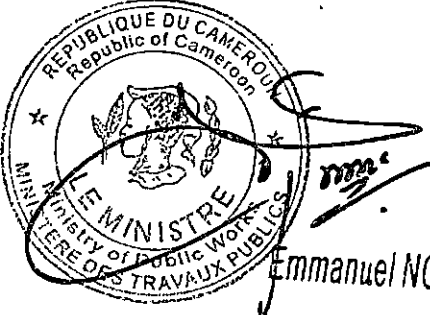
19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight against corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaounde, 13 JUIN 2022



Emmanuel NGANOU D.